

Election/abstention: lutte des places contre lutte des classes

« Je suis ambitieuse pour l'humanité. Moi, je voudrais que tout le monde fut artiste, assez poète pour que la vanité humaine disparut. »

La citation ci-dessus est de Louise Michel, tout comme celle-ci : « Le pouvoir est maudit, c'est pour cela que je suis Anarchiste. » Se présenter comme l'héritière de Louise Michel, comme le fait Ségolène Royal dans sa déclaration de « bonnes intentions », est une méprisable imposture.

La campagne présidentielle bat son plein. Pas une journée sans que le poste ne déglutisse ses informations sur les faits et gestes de notre futur roi. Jusqu'à la nausée, on va nous gaver des non-événements que sont les meetings, sondages, petites phrases et pets de travers des candidats à l'imposture suprême. Imposture qui consisterait à limiter la vie aux problèmes artificiels créés de toutes pièces par ceux qui prétendent les résoudre. Imposture que de prétendre vouloir lutter contre le chômage sans toucher aux profits des entreprises. Imposture que de prétendre tenir compte des problèmes écologiques de la planète sans remettre en cause cette croissance si chère à ceux qui vivent des dividendes de leurs appropriations. Imposture que de vouloir conforter la famille dans son rôle de cellule de base de la société et prétendre agir contre les violences faites aux femmes, tant il est clair que c'est dans le huis clos de nos appartements privés que 10% des femmes de notre pays goûtent aux taloches de leurs maris, eux-mêmes nourris aux valeurs patriarcales distillées par les curés, les bourgeois et tous ceux qui verraient d'un très

bon œil que les femmes demeurent en dehors de la chose publique.

Ces élections présidentielles ont ceci d'original qu'une femme est en position de l'emporter. L'originalité s'arrête là, la candidate en question s'appliquant à reproduire toutes les vieilles recettes populistes pour séduire l'électeur. Comme un homme, elle peut haranguer les foules et les faire vibrer. Comme un homme, elle peut jurer qu'elle est autoritaire et dure, qualités indispensables à l'exercice du pouvoir. Et lorsqu'elle s'adresse aux « femmes voilées, femmes mutilées, femmes excisées, femmes violées, femmes écrasées » - dites-moi s'il en manque - elle leur promet une loi, peuchère, comme si notre arsenal législatif n'interdisait pas déjà, dans les textes, tout mauvais traitement à quiconque. Il eut été plus risqué, électoralement parlant, de critiquer les croyances religieuses qui alimentent certains de ces comportements barbares. Ségolène, tu confonds être femme et être féministe, et tu manques singulièrement de respect pour les combats passés, actuels et à venir, de toutes les femmes du monde qui veulent en finir avec l'autoritarisme, en premier lieu sous sa forme patriarcale qui les opprime spécifiquement.

Rejeter l'électorisme nous vaudra cette fois-ci d'être accusés de ne pas soutenir le « meilleur d'entre les meilleurs », notre compagnon de bien des luttes qui s'est auto-proclamé porte-parole des sans-voix. D'où la nécessité d'exprimer encore une fois les motivations profondes qui nous font rejeter le recours à l'électorisme comme vecteur

potentiel des changements sociaux que nous souhaitons. Nous autres anarchistes n'avons rien retenu de déterminant dans la déclaration de candidature de José Bové. Nous savions déjà que Sarkozy est dangereux et que Royal n'est pas socialiste au sens où nous l'entendons, mais surtout, nous notons que le mot « capitalisme » est devenu imprononçable pour José Bové, et qu'un simple recul des politiques libérales pourrait constituer à ses yeux un réel projet de société. Un autre monde est possible, et avec Bové, il ressemblera étrangement au monde actuel. Vouloir calmer les appétits de profits des firmes internationales sous prétexte que cela abîme la planète, c'est à terme accepter ce système une fois devenu respectueux de l'environnement, c'est s'asseoir sur les injustices humaines devenues secondaires par rapport aux enjeux écologiques.

Ne pas remettre en question frontalement le droit de propriété nous condamne à demeurer sous la botte des « possédants ». On le voit aujourd'hui avec le logement. Alors qu'une loi existe depuis 1945 permettant à l'Etat de réquisitionner des logements vides, aucun gouvernement, de droite comme de gauche, ne l'a mise en application. Mieux, après la lutte menée par les « Enfants de don Quichotte » cet hiver, le gouvernement a fait voter une loi qui permettrait, sur décision administrative, d'expulser un occupant « illégal » d'un logement sous 24h ! Très septiques quant à la façon dont cette lutte est menée, avec la mise en avant d'un porte-parole sur-médiatisé qui négocie au nom des autres, nous sommes surpris de la reprise du mouvement alors que son « leader » avait

obtenu la garantie d'un « changement radical de politique envers les sans-abris ». Cette loi ressemble plus à un « message fort » en direction des squatters qui pourraient bientôt ne plus connaître de trêve hivernale (voir communiqué sur notre site web).

Histoire vraie : Le 30 Janvier 2007 à la tombée de la nuit, Place de la République à Paris, l'action charitable des restos du cœur a été exploitée par les services de police pour capturer 21 êtres humains dépourvus de papiers. Ce n'était pas la première fois, ce ne sera certainement pas la dernière, et cette affaire n'a pas fait grand bruit. Et pour cause, à quelques semaines des élections, il n'est bon pour aucun des candidats de devoir répondre à la question suivante : Est-il normal que dans un pays dit démocratique, un être humain qui a faim et qui n'a pas de papiers l'autorisant à être là où il est soit capturé par la police précisément au moment où il parvient à se nourrir ?

La police a été sadique avec préméditation. Gardons à l'esprit que nous sommes peu de chose, éphémères, fragiles, mortels, et que nous devrions refuser de légitimer ce qui génère de la souffrance à profusion, gratuitement. L'Etat français nous montre qu'il est capable d'ordonner une rafle digne des dictatures les plus brutales. Pour cette raison et pour bien d'autres, qu'il ne compte pas sur nous, Anarchistes désireux de justice, pour le légitimer dans les urnes.

Royal, Buffet... et le féminisme dans tout ça ???!!

En ces temps électoraux où une femme se retrouve en position d'accéder à la magistrature suprême, il semble de bon ton d'agiter le drapeau féministe et autres trépignements en tout genre. Nous n'allons pas faire ici la démonstration de l'inutilité du vote Ségolène Royal pour le féminisme. Non seulement nous ne cautionnerons pas davantage cette délégation de pouvoir qu'une autre mais, qui plus est, les positionnements et actes politiques de la candidate lorsqu'elle était aux responsabilités devraient suffire à la démonstration. Il paraît plus intéressant de s'interroger sur le « féminisme » à l'œuvre dans ce débat, à savoir la logique paritariste, « féminisme » bien entendu réformiste.

La revendication pour la parité dans les

lieux d'exercice du pouvoir s'est formalisée dans les années 1980-1990. Cette revendication n'a pas fait l'objet d'un soutien unanime et unifié de la part du mouvement féministe. Certaines étaient pour, d'autres contre ; celles qui étaient pour ne l'étaient pas pour les mêmes raisons et celles qui étaient contre non plus. La revendication paritariste s'est essentiellement exprimée à travers la formation d'un groupe de pression de femmes (féministes ou pas) issues de partis politiques divers, d'élues, de féministes engagées dans le milieu associatif ou dans la recherche féministe.

La revendication de parité répond à l'aspiration d'un certain féminisme de partage du pouvoir entre les hommes et les femmes. En tant que féministes libertaires, nous ne souhaitons bien évidemment pas

le partage du pouvoir entre les hommes et les femmes, mais bien la disparition du système politique de domination. Mais l'omniprésence de cette logique paritariste sur la scène médiatico-politique, parallèlement à une institutionnalisation du mouvement féministe, invisibilise un peu plus un féminisme révolutionnaire.

Le paritarisme suppose en effet que l'on compose avec le système républicain, alors même que ce système s'est construit sur l'exclusion des femmes. La république s'est fondée sur une définition de l'individu comme étant l'homme (blanc, etc.). Le statut dépendant des femmes dans la société de l'époque, déterminé par leurs devoirs envers leurs enfants, leur mari et la société, et le recours à la naturalité de la différence (sociale) entre les sexes ont été

Infos&Analyses Libertaires

SOMMAIRE du N° 64

Page 2

Vive l'EPR, le développement durable et tous nos écolos-candidats !

Page 3

“Antilibéral” ou “révolutionnaire” : l'impasse de l'électorisme

Programme des Journées Libertaires de Montpellier

Page 4

Du contre-pouvoir à l'autogestion généralisée

Contacts C.G.A.

les deux éléments qui ont servi de justification à cette désignation des femmes comme non-individus.

La revendication paritariste s'est donc vouée une démarche égalitaire volontariste pour rétablir l'injustice de l'exclusion historique des femmes de la sphère du pouvoir, érigée comme le seul espace politique



possible. Mais en formulant la revendication ainsi, c'est-à-dire que l'égalité entre les hommes et les femmes passait par une égalité de nombre, la parité a détourné le sens politique féministe. D'abord parce que l'égalité de nombre ne revient pas à une égalité de pouvoir et d'influence au sein même de la sphère politique. Cette dernière étant historiquement et sociologiquement masculine, le mode d'intégration et le travail politique reste masculin aujourd'hui encore. Ainsi, la pratique du pouvoir n'est possible qu'à condition que l'individu soit déchargé du privé. La pratique du politique dans le système républicain n'est donc accessible qu'aux hommes ou aux femmes bourgeoises qui peuvent payer une autre femme pour s'occuper du domestique. Le féminisme paritariste est un féminisme de la classe dominante pour la classe domi-

nante, comme l'est le système électoral dans son ensemble.

Ensuite, dans cette conception politicienne du féminisme, l'égalité entre les hommes et les femmes se résume à obtenir les mêmes droits que les hommes. En tant que féministes libertaires, nous ne voulons pas revendiquer de pouvoir comme les hommes dominent ou exploiter. Il s'agit pour nous de remettre en question le système de domination masculine dans son ensemble. Nous refusons le système masculin comme modèle de référence sociétal. On observe d'ailleurs globalement une confusion des termes, et surtout du sens, dans le féminisme réformiste : on y confond parité et égalité, mixité et égalité, féminisme et égalité, égalité et complémentarité. On remarquera d'ailleurs que, dans

la rhétorique féministe réformiste, le maître mot est l'égalité et non plus la libération des femmes et des individus en général du système de domination masculine. Enfin, la revendication de parité s'est souvent appuyée sur des arguments différentialistes, et parfois même sur une démarche essentialiste, qui prétend que les femmes « font de la politique autrement » ou seraient « complémentaires » des hommes, et/ou seraient particulièrement qualifiées pour les activités politiques telles que la famille, le social, etc. Les paritaristes des années 1990 étaient dans l'utopie de changer la sphère du pouvoir. Certaines pensaient que la simple présence de femmes allait assainir le travail politique. Elles feraient la démonstration d'une autre « manière d'être en politique ». D'autres allaient même jusqu'à dire que les femmes avaient moins

la langue de bois, qu'elles étaient plus assidues, qu'elles travaillaient bien... que les femmes au pouvoir introduisaient une contre-culture. Mais sur le constat du comportement des femmes en politique, on observe des dissensions. D'autres élues témoignent en effet de l'absence de solidarité entre femmes ou du fait que les femmes élues se comportaient comme « des reines abeilles ». La sphère politique, et celle du pouvoir en particulier, étant historiquement faite par les hommes pour les hommes, il semble logique que les femmes soient obligées d'adopter les codes, pratiques, comportements et usages préexistants sous peine d'être déqualifiées. Que penser sinon des attaques sexistes que subissent les femmes élues de la part de leurs collègues hommes ? Si la présence des femmes dans une sphère traditionnellement masculine suffisait à la transformation féministe, le monde du salariat, dans lequel les femmes sont présentes depuis plus d'un siècle, devrait être un havre féministe.

Quoi qu'il en soit, dès que l'on entre dans la justification de la simple présence des femmes dans la sphère publique, et qui plus est dans la sphère du pouvoir, le risque est grand de développer des arguments qui alimentent la différenciation sexuelle. De la même façon que le piège qui consiste à prétendre que la parité est une démarche féministe simplement parce que la seule présence des femmes au pouvoir serait féministe. Mais de quel féminisme parle-t-on ?

Celui qui consiste à confondre « femme » et « féministe » va dans l'impasse. La revendication paritariste n'est pas porteuse en elle-même d'un changement radical féministe. Elle n'est pas non plus porteuse de transformation sociale. Elle illustre simplement cette croyance qu'une assemblée de femmes et/ou de féministes à qui l'on aurait délégué du pouvoir pourrait aider à la libération des femmes. Nous sommes loin d'un mouvement social féministe, loin de la rupture avec le système de domination masculine, et surtout très loin de la remise en cause des dominations. Les paritaristes universalistes affirment que

la parité était un outil pour assurer la représentativité du social, pour que les couches dominées puissent accéder à la scène politique. Remarquons d'abord qu'il ne s'agissait pas d'assurer la représentativité de toutes les dominées. Les ouvrières, les femmes de ménage, pouvaient toujours rester où elles étaient. Même chez les féministes paritaristes, si l'hémicycle se devait d'être représentatif, il l'était de la classe bourgeoise. Non par mauvaise volonté de leur part, mais par la constitution même du principe de délégation de pouvoir. Bien évidemment, nous ne sommes pas dans cette utopie largement partagée qu'un petit groupe peut représenter la masse, ou est le représentant de l'intérêt général. Quelque soit sa composition, ce petit groupe se positionne forcément au-dessus de la masse et empêche chaque individu de décider pour elle-même.

La revendication pour la parité et son corollaire, la possible présence d'une femme au pouvoir, a détourné le véritable débat de fond et toute la dynamique révolutionnaire du mouvement des femmes. Lorsque l'on en est à faire des comptes d'apothicaire pour accéder au pouvoir, on n'agit plus contre le système patriarcal, on compose avec ce qu'il permet : de faibles marges de manœuvre. Tout « pouvoir est maudit ». Donnons nous les moyens de nos utopies : oublions les urnes et continuons la lutte.

COFELITO
(Collectif Féministe Libertaire
Toulousain)

Vive l'EPR, le développement durable et tous nos écolos-candidats !

EPR, kézaco?

L'EPR (European Pressurized Reactor) est un réacteur nucléaire à eau pressurisée dit de 3ème génération. Jolie fumisterie que cette appellation puisque la technologie employée est la même depuis les années 50 et les débuts français dans l'ère de l'atome (merci mon Général).

C'est en réalité une sauce à l'identique que l'on nous ressert, ponctuée d'une dose de sécurité supplémentaire.

Le projet EPR correspond donc purement et simplement au renouvellement du parc français, datant pour la majorité des années 70¹. Seules nouveautés : un rendement² qui passe de 33 à 36 %, une diminution programmée de 10% des déchets et une soi-disant amélioration de la fiabilité (laquelle était déjà sans faille auparavant, on se croirait en pleine pub pour un détergent, mais c'est plus cher).

Bref, ce réacteur, comme les précédents, est à bannir totalement et ce pour maintes raisons, une seule d'entre elles étant suffisante au rejet.

De la dangerosité et l'inutilité de l'EPR

Tout d'abord, avec l'EPR, on laisse de nouveau en héritage à notre progéniture une énorme poubelle radioactive, dont le traitement (existe-t-il?) est remis à plus tard. De

plus, notre sécurité actuelle n'est pas assurée pour autant, les risques divers (fissures, fusion du coeur, non-maîtrise de la réaction en chaîne, catastrophes naturelles, attentats...) sont toujours d'actualité.

N'oublions pas que de tout temps et en tout lieu, le nucléaire civil a été le laboratoire par excellence servant à des fins nucléaires (Corée du Nord, Iran, Royaume-Uni, États-Unis, France...).

Parallèlement, l'énergie nucléaire, c'est la concentration dans les seules mains de l'Etat d'un pouvoir considérable (heureusement que dans l'Histoire, nous n'avons eu que des hommes d'Etat intègres et pacifistes !).

Pour finir, notre belle patrie n'a que faire de tant d'électricité puisque l'on en revend 55% hors de nos frontières³.

Notre seule issue serait-elle donc l'écologie politique d'outre-Rhin? Ou mieux encore, les 5 propositions de notre Hulot national, que seuls les méchants extrêmes rejettent?

Pour en finir avec "l'écologie politique" ambiante et autre développement durable

L'écologie n'a pas besoin de ce qualificatif, elle est politique par essence. Nos gouvernants (Etat et patronat, main dans la main), nous affirment accorder des logiques antagonistes à grands coups de promesses

électorales et d'exposés pseudo-scientifiques.

Or, les finalités capitalistes sont totalement incompatibles avec un raisonnement global à long terme. On ne peut laisser des questions de survie de l'espèce humaine à des décideurs dont l'unique préoccupation se résume en quelques chiffres alignés sur un relevé bancaire.

Bien au delà de la fabrication d'électricité, ce sont les modalités de production et de consommation de l'énergie auxquelles il nous faut réfléchir. Ce n'est pas en augmentant de 0,... % la part d'énergies renouvelables tout en conservant notre appétit

gargantuesque que nous réglerons la situation⁴. Les collectivités et entreprises se gaussent de "développement durable", pour rassurer la foule, et s'en servent comme argument commercial ou électoral. Ce ne sont pas les taxes, véritables "droits de polluer" qui permettent aux multinationales, déjà fortement soutenues de toutes parts, de payer après pollution pour en récupérer 10 fois plus en vente... Quand on sait que le prix des taxes sert souvent à financer la publicité marchande sur papier glacé des entreprises sous l'étiquette "développement durable", pour changer... ! Il n'y a pourtant pas de capitalisme à visée

Recette pour une électricité "propre"

-prenez un mélange Uranium/Plutonium (des très gros atomes)

-bombardez le copieusement avec des neutrons (partie constitutive de l'atome)

-laissez faire la réaction en chaîne (les atomes d'Uranium et de Plutonium sont cassés en 2, libérant une énergie considérable et d'autres neutrons, lesquels vont à nouveau briser d'autres atomes, etc.)

-avec la chaleur dégagée, faites bouillir de l'eau dont la vapeur actionnera une turbine, laquelle fournit l'électricité

-c'est prêt ! distribuez et consommez sans modération !

PS : si ça explose, appelez l'armée. En ce qui concerne les déchets, (l'Uranium et le Plutonium coupés en deux), on vous dira plus tard, d'autant plus qu'on a le temps : des millions d'années de radioactivité (méchants rayonnements qui nous traversent).



Une banderole et tout est dit

humaine...

La technologie doit-elle servir l'armée et les patrons ou doit-elle favoriser le progrès social de tous?

Seule une prise en main concrète par la population de sujets qui nous concernent tous directement est à souhaiter. "Mais on n'y connaît rien, nous !", entend-on. Bien sûr, M. et Mme toutlemonde sont exclus du débat, grâce à la création artificielle de spécialistes experts, présentés comme seuls

détenteurs d'un savoir et d'une vérité⁵.

Les questions techniques et scientifiques ne sont pas réservées à une communauté mais doivent être partagées par tous. Cela passe par la vulgarisation⁶ du fait scientifique qui permettrait à chacun de s'approprier des sujets et donc d'agir en connaissance de cause. La recherche n'est aujourd'hui publique que de par les fonds qu'elle reçoit (et encore, cela tend à s'inverser au profit du secteur privé, alors qu'elle devrait l'être par

ses orientations choisies par tous. Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs, cela s'appelle la démocratie directe, laquelle ne se contente pas d'illusoires consultations une fois l'an, dont les résultats seront à peine entendus, contrairement à ce que veulent nous faire croire les ardents défenseurs d'une démocratie participative.

Ici comme ailleurs, c'est au peuple de décider des sujets et modalités de la recherche. Ne laissons pas carte blanche à des politiques pour 5 ans, l'histoire nous en a malheureusement montré la dangerosité... A une révolution institutionnelle autogérée, intégrons une révolution sociale et comportementale sans laquelle notre terrain de jeux, communément appelée Terre, risque de devenir le tombeau de l'espèce humaine. Des résistances collectives s'organisent (manifestations nationales contre l'EPR le 17 Mars, Amap's, alternatives non-polluantes diverses, etc.) Cependant, ce sont bien les entreprises et gouvernements, à l'échelle planétaire, qu'il faut renverser. Et ce n'est pas dans les urnes que nous y parviendront, bien au contraire, puisque donner sa voix à un(e) candidat(e), fut-il signataire du pacte écologique, n'a pour unique effet de lui don-

ner la légitimité de faire comme bon lui semblera durant l'effectivité de son mandat.

C'est la lutte durable qu'il nous faut construire ensemble !

Benoît, groupe UAF de Montpellier

Notes:

1: suite à la crise pétrolière de 73.

2: ratio énergie utilisée / énergie dissipée : les 2/3 de l'énergie produite ne sera pas utilisée.

3: le gouvernement allemand en est très friand depuis qu'il a les mains vertes, vivement qu'on ait Hulot !

4: on peut très bien, comme cela est prévu, augmenter à la fois la production éolienne et nucléaire, ce qui peut dans le même temps augmenter le taux "d'énergie propre" tout en augmentant globalement la pollution.

5: financée par des capitaux privés ou par l'appareil d'Etat, sans consultation aucune.

6: c'est à dire donner les outils à tous de comprendre des phénomènes et donc de pouvoir exprimer une opinion (et non pas une simplification à outrance bourrée d'inexactitudes déformantes).

“Antilibéral” ou “révolutionnaire”: l'impasse de l'électoralisme

Voilà maintenant quelques mois que des organisations politiques tentent de vanter les mérites et les intérêts d'un vote « anticapitaliste », « antilibéral », « alternatif », « de classe », « révolutionnaire », « populaire » dans le cadre des élections présidentielles et législatives.

De LO au PCF, en passant par la LCR les collectifs pour une candidature Unitaire « pro-Bové », sans oublier le candidat lambertiste Schivardi, tous consacrent du temps et de l'énergie, des moyens humains et matériels à convaincre les classes populaires de l'intérêt de voter pour leur candidat. Au besoin, ils caractérisent volontiers l'anti-électoralisme libertaire de « dogmatique », mêlant sur ce terrain leur voix à celle des autres partis électoralistes. Pourtant, au-delà d'une conviction philosophique, notre anti-électoralisme repose sur une analyse stratégique anti-institutionnelle, partant du constat des effets négatifs de l'électoralisme sur les luttes émancipatrices, y compris d'un électoralisme « d'extrême gauche » qui pour nous se berce d'illusions en voyant dans les échéances politiciennes une « tribune révolutionnaire ».

« **Ras l'bol de la droite. Et la gauche ?** »

Tous se retrouvent pour défendre l'idée qu'il est important de participer aux échéances électorales à venir, en présentant des candidats et en appelant à se déplacer aux urnes. Tous défendent également l'idée que, tout en s'ancrant « à gauche », il faut refuser l'injonction socialiste au « vote utile » dès le premier tour pour « battre la droite », au motif qu'un tel vote reviendrait à faire un chèque en blanc au PS, et donc cautionner la poursuite de sa politique de démolition sociale (privatisation, flexibilisation, ...).

Evidemment, pour celles et ceux qui considèrent la participation électorale comme incontournable (ce qui revient à adhérer ou cautionner la fiction que ce que le pouvoir nous désigne comme lieu d'expression et de choix a un autre effet que légitimer le pouvoir sous couvert « d'alternance », et que cela revient à autre chose qu'une mascarade organisée) cela est juste, mais tout comme le vote dit « révolutionnaire » revient, selon les mêmes calculs politiques, à faire perdre la gauche en la divisant. Alors, faire pression sur la gauche –et risquer de la faire perdre– ou cautionner celle-ci en votant pour le PS, dans tous les cas, on se retrouve avec la même poli-

tique réactionnaire au pouvoir. Au « mieux », c'est la méthode de sa mise en œuvre qui change : un système à deux temps, dont l'un prépare l'autre et vice versa. En fait, ce soi-disant choix paradoxal est juste la démonstration par l'absurde de l'impasse de l'électoralisme dès qu'il s'agit non pas de petits calculs de pouvoir et d'influence politicienne, mais de luttes émancipatrices.

Car au fond, la participation électorale repose sur la croyance, parfois quasi-religieuse, que la couleur politique des élus a un impact sur nos conditions de vie, peut jouer dans le sens de notre émancipation. Pourtant, il n'y a pas besoin de chercher bien loin pour se rendre compte que toutes les conquêtes sociales ont été arrachées au pouvoir d'état et aux capitalistes par la lutte, et que les politiciens n'ont fait au mieux que transcrire dans l'espace institutionnel le résultat d'un rapport de force –pour légitimer leur appétit de pouvoir et s'assurer une rente électorale au nom de la défense des intérêts populaires. Au passage, ces conquêtes ont été vidées de leur contenu, et dès que le rapport de force s'est affaibli (sous l'effet de l'illusion matraquée que c'était la couleur politique des élus qui avait été déterminante autant voire plus que le rapport de force), les politiciens, qui s'en étaient précédemment fait les défenseurs, se sont empressés de les dépecer (en témoigne le cas de la sécu, par exemple : sous contrôle syndical, puis paritaire, puis étatisée, avec à chaque fois une remise en cause du principe de départ fondé sur le salaire socialisé).

D'où le désarroi actuel sur la « fausse gauche » dont on ne comprend pas, sans cette grille d'analyse, qu'elle puisse démolir ce que l'on croit qu'elle a défendu, alors qu'il ne s'agit que d'une posture tactique des politiciens tenant compte du rapport de force social. Ce sont les travailleurs et travailleuses en lutte qui les ont conquis –qu'ils soient membres ou non de ces partis, pas les appareils politiques. A cette « fausse gauche » les « anticapitalistes » et autres « antilibéraux » en opposent une « vraie », sans voir que la politique n'est pas une question d'intention ou d'honnêteté, de discours plus ou moins radical mais qu'il s'agit là de la logique du pouvoir. On peut supposer raisonnablement qu'avec la même méthode, on produira les mêmes effets.

La couleur politique des gestionnaires des intérêts capitalistes est de fait de peu d'importance dès lors que ces intérêts fondamentaux ne sont pas remis en cause. Ils ne peuvent l'être

de toute façon dans le cadre de l'Etat, pour la bonne et simple raison que cette institution n'a rien de neutre, mais est l'instrument de pouvoir au service d'une minorité contrôlant l'économie et les moyens de production et de distribution (classe bourgeoise ou bureaucratique).

Tant que l'énergie militante est captivée par la fiction du pouvoir « issu du peuple » (alors que l'élection revient à mettre un bout de papier dans une boîte, et choisir qui va décider à notre place, nous diriger dans l'intérêt de la minorité au pouvoir), les mouvements sociaux se cantonnent dans le lobbying (grèves d'opinions, pétitions, appel à « l'opinion public ») et se rendent dépendant des dirigeants politiques, des politiciens et gestionnaires de l'Etat pour transcrire, selon la théorie de la « courroie de transmission » leurs aspirations dans l'espace institutionnel. Tant que cette énergie militante est consacrée à la « construction du parti » (tout « anticapitaliste » qu'il se proclame), à la promotion d'un candidat ou d'un programme, elle ne l'est pas à construire un rapport de force réel, des organisations de luttes (AG's, comités de grèves, syndicats autogestionnaires, comités d'habitants...) qui s'en prennent aux seules choses qui peuvent faire plier les dominants, leurs intérêts : en s'en prenant à leur portefeuille dans les grèves et les mouvements sociaux (boycott, grèves jusqu'à satisfaction, piquets de grève, blocages des axes de circulation...), en détruisant la fiction selon laquelle ils sont utiles et indispensables (en gérant nous-mêmes les moyens de productions et de distribution), etc...

« **Changer de discours, ou changer de méthode ?** »

Cela vaut tout autant pour la gauche que pour la gauche « antilibérale » « anticapitaliste » ou « révolutionnaire » : car quand bien même ses militant-e-s sont présent-e-s en nombre dans les mouvements sociaux, non seulement ils consacrent une part d'énergies aux logiques politiciennes, qu'ils ne consacrent donc pas aux mouvements sociaux, mais en plus de cela, leur intervention dans les mouvements sociaux est souvent enfermée dans cette logique institutionnelle : l'indépendance, l'autonomie des mouvements sociaux et syndicaux est ainsi battue en brèche, les mouvements sociaux sont cantonnés dans la sphère du groupe de pression, du lob-

bye, de terrain de recrutement pour le parti... Tout l'effort est orienté vers la logique institutionnelle : l'exemple des comités pour une candidature unitaire et des comités pour un non antilibéral est typique : les réseaux syndicaux, associatifs sont sollicités dans ces « aventures » sans autres lendemains que le renforcement des partis les composant et des appétits politiques de tel ou telle se sentant des âmes d'homme ou de femme « providentiel-le ». Résultat : les inévitables divisions boutiquières, le gonflement des égos, des énergies focalisées sur des échéances qui n'ont aucune incidence significative (l'offensive capitaliste poursuit son cours à l'échelle européenne après le « non » comme elle le poursuivra après les échéances électorales à

Suite page 4....

Programme des Journées Libertaires de Montpellier les 24 et 25 Mars

Samedi 24 Mars

10h30

Débat: Luttes syndicales et sociales : quelle actualité, quels enjeux? (1)

15h00

Débat: Politique et idéologie sécuritaires, un peu d'ordre dans le désordre capitaliste (1)

19h00

Pot, amuse-gueule (2)

20h30

Projection: The take (2)

Dimanche 25 Mars

11h00

Débat sur l'anarchisme: un projet de société en rupture avec l'électoralisme qui s'ancre dans les luttes d'aujourd'hui (1)

15h00

Ecologie: menaces capitalistes sur l'environnement ou menaces environnementales sur le capitalisme? (1)

(1): au Théâtre Pierre Tabard: 17, rue Ferdinand Fabre, quartier Beaux-Arts

(2): à la librairie la Mauvaise Réputation, 20 rue Terral, quartier Sainte Anne

venir) sur la vie quotidienne des millions de travailleuses et travailleurs avec ou sans emploi.

Il est d'ailleurs significatif qu'une telle énergie n'ait jamais été mis au service, par exemple, de la préparation d'une grève générale interprofessionnelle, ne serait-ce que sur des revendications immédiates du type hausse des salaires, baisse du temps de travail, etc... Où sont les « collectifs unitaires » pour une telle initiative ?

Seconde hypothèse : qu'en serait il du rapport de force face au patronat, si au lieu de perdre tout ce temps à faire la promotion de candidats, à noyer tout discours idéologique de fond dans le rouleau compresseur médiatique qui folklorise, réduit, remodèle tout ce qui sort du cadre pour en faire la caution du caractère pseudo-démocratique du régime capitaliste et étatiste parlementaire, toute cette énergie était réinvestie dans la construction de mouvements sociaux indépendants, d'un contre-pouvoir anti-institutionnel, de réseaux d'entraide (comités de quartiers, coopératives libertaires, etc...)?

Quitter le terrain du spectacle pour le rapport de force matériel, voilà qui n'est possible qu'en rompant définitivement avec la participation électorale. Voilà qui n'est possible qu'en refusant l'influence politicienne dans les mouvements sociaux, y compris l'emprise des partis « révolutionnaires » qui en affaiblissent l'indépendance et l'orientent vers des enjeux de pouvoir qui conservent le rapport dirigeants/dirigés. Or, plus tel ou tel parti « révolutionnaire » ou « réformiste » progres-

se électoralement, plus il se prévaut de cette pseudo-légitimité dans les mouvements sociaux pour les instrumentaliser à ses propres fins.

Les élections comme tribune ?

La récente campagne d'affichage de LO « qui d'autre peut se dire sincèrement dans le camp des travailleurs –Arlette Laguiller», montre que la personnalisation inévitable joue au détriment du discours politique de fond, que la réussite électorale, même minime, modifie les comportements (parce qu'elle est source de notoriété, comme de financement, ce qui devient vite indispensable à tout appareil). Il est alors très difficile d'y renoncer, et à mesure des « réussites électorales », le fond s'appauvrit au profit de la forme. Qui plus est, elles cantonnent dans la consommation, le choix « du bon candidat », les personnes, et produit des effets d'adhésion ou d'opposition qui n'ont aucune traduction en terme de mise en mouvement, d'implication dans les luttes. Et pour cause, l'implication dans les luttes, la volonté de devenir acteur du changement social commence la plupart du temps non sur de grands discours idéologiques mais sur la prise de conscience que la lutte est un moyen de changer notre situation, de défendre nos intérêts en tant qu'exploités et dominés, qu'il s'agisse de revendications immédiates ou d'aspirations révolutionnaires...

Le seul vote utile ou révolutionnaire reste celui qui décide la grève et les luttes dans les assemblées générales et les syndicats, qui se traduit par une convergence des résistances au capitalisme et à l'Etat, hors et contre les institutions.

Sam (groupe de Seine Saint Denis)

Du contre-pouvoir à l'autogestion généralisée

Agir au lieu d'élire. La phrase a beau être simple, elle paraît incongrue à la majorité d'une population habituée à un paysage politique dont les limites, à la veille des présidentielles, ne semblent être que celles entre les partisans du candidat X, ceux du candidat Y, etc...

C'est peut être que le plus important n'est pas de ne pas voter, ce qui n'est, convenons-en, pas un acte politique en soi, mais d'agir. Mais alors comment agir, quels modes d'actions, quels moyens de luttes sont à même de peser contre un système qui, des cours d'éducation civique au journaux télévisés, matraque l'individu en l'appelant à abandonner son pouvoir de décision pour 5 ans.

L'implication des militants libertaires ne tend donc pas principalement à inciter les gens à ne pas aller voter mais, tout en expliquant les incohérences de la délégation de pouvoir, à mettre en place d'autres structures, autogestionnaires et émancipatrices. Dans la pensée et les pratiques anarchistes les modes d'actions et de luttes sont en effet indissociables du projet politique. L'autogestion, que ce soit au sein d'une lutte sociale ou de structures libertaires (groupes, librairies, squats, etc...) est à la fois un mode d'action et un but à atteindre. Mode d'action car instituant de fait une alternative aux rapports hiérarchisés d'une société basée sur la domination et preuve visible de la viabilité des principes libertaires. Le principe de la propagande par le fait en découle logiquement : en plus d'exprimer les idées anarchistes il faut, pour qu'elles puissent s'étendre, les mettre directement en pratique. Quel meilleur argument que l'exemple, que ce soit à travers les nombreuses structures militantes qui vivent dans nos villes où des expériences comme celle du VAAAG en 2003 au contre-sommet d'Evian. L'autogestion et le libre fédéralisme, dans une lutte sociale, sont donc ici à la fois un moyen de lutte (contre un patron, par exemple) et un but (se débarrasser du patron, donc).

Les principes autogestionnaires ne peuvent en effet s'étendre à une population entière que par la voie de l'exemple, de l'explication et de

la mise en place volontaire de ces principes par les uns et les autres. Désirer mettre en place ces principes par une voie plus brutale serait aller contre les idées libertaires. Si les actions radicales peuvent être parfois légitimes, tant pour défendre nos idées et nos pratiques que pour enclencher une prise de conscience chez autrui, elles ne peuvent en aucun cas servir à imposer directement un fonctionnement libertaire. On ne crée pas un système anti-autoritaire sur des bases autoritaires, en l'occurrence l'autorité que l'on s'octroie en imposant à quelqu'un un mode de fonctionnement qui n'est pas de son propre choix.

On ne fait pas non plus disparaître les schémas de domination par la force mais par le changement des mentalités et des pratiques. La révolution n'est donc pas au bout du fusil mais au coeur de nos pratiques. La domination, qu'elle soit étatique, patronale, ou autre est un rapport subi mais aussi consenti par l'individu. Les chefs d'états n'auraient plus aucun pouvoir si personne ne suivait plus leurs ordres. Le matraquage étatique entretient cette soumission volontaire que Foucault décrit dans "Surveiller et punir" et nous amène à penser que la lutte contre la soumission est partie prenante de celle contre les schémas de domination. Si la société c'est nous (à moins de vivre en ermite, ce qui serait aussi égoïste que stupide sur le plan politique), c'est au coeur de la société qu'il faut combattre les schémas de domination, par les pratiques autogestionnaires au quotidien comme dans nos luttes. Au centre d'une lutte la mise en place de l'autogestion amène logiquement l'individu à prendre ses responsabilités, la conscience de son pouvoir de décision et l'exercice de ce dernier. Afin de sortir d'une société infantilissante ne laissant le choix que de la consommation, le coeur des luttes anarchistes est donc de permettre à tous et toutes d'exercer son pouvoir de décision et de devenir le maître de sa propre vie.

groupe Durruti, Lyon

Infos et Analyses Libertaires.

Journal de la

Coordination des Groupes Anarchistes.

Directeur de la publication: Edward Sarboni.

Rédaction et administration:

C.E.S. BP 233

66002 Perpignan cedex.

ISSN 07514530.

Dépot légal 1^{er} trimestre 2007.

N° 64

Conception graphique : NONO et Jièmté

Pour contacter la Coordination des Groupes Anarchistes:

Site Internet: <http://www.c-g-a.org/public/> Courrier électronique: secretariat@c-g-a.org

<p>La CGA à Montpellier Groupe Un Autre Futur 20, Rue Terral 34000 MONTPELLIER e-mail: groupe-uaf@c-g-a.org (permanences le samedi de 15h à 19h)</p>	<p>La CGA à Toulouse Groupe Albert Camus 36, Rue de Cugnaux 31300 TOULOUSE e-mail: groupe-albert-camus@c-g-a.org Permanences le Mardi de 18h à 20h.</p>	<p>La CGA à Perpignan Groupe Puig Antich (Secrétariat CGA) 2, rue Théodore Guiter Ecrire à: C/O CES, BP 233 66002 PERPIGNAN CEDEX e-mail: antich@wanadoo.fr Permanence tous les samedi de 15 à 19 heures</p>
<p>La CGA à Lyon Groupe de Lyon, la Plume Noire 19, rue Pierre Blanc 69001 Lyon Librairie ouverte du Mercredi au Vendredi de 17H à 19H, le Samedi de 15H à 19H. Café libertaire ouvert tous les Vendredis de 21H à 1H Tél: 04 72 00 94 10 e-mail: groupe-lyon@c-g-a.org</p>	<p>La CGA à Auch Groupe Les Fédérés C/O CES, BP 233 66002 PERPIGNAN CEDEX</p>	<p>La CGA dans la Cerdagne et le Capcir Groupe Mata Negra C/O CES, BP 233 66002 PERPIGNAN CEDEX</p> <p>Liaison Aveyron C/O CES, BP 233 66002 PERPIGNAN CEDEX</p>
<p>La CGA en région Parisienne Groupe de Seine saint Denis e-mail: liaison93@c-g-a.org</p>	<p>La CGA dans les Bouches du Rhône C/O CES, BP 233 66002 PERPIGNAN CEDEX e-mail: bdr@c-g-a.org</p>	<p>La CGA à Albi (81) Groupe " Ni Dieu, Ni Maître" mèl: cga-albi@no-log.org</p>
<p>La CGA dans la Sarthe Liaison Maurice Fayolle Permanence le 3ème samedi du mois de 14h30 à 17h, au 3ème étage de la maison des associations, 4 rue d'Arcole, 72000 Le Mans e-mail: cga72@no-log.org</p>	<p>La CGA dans l'Aude Liaison Aude C/O CES, BP 233 66002 PERPIGNAN CEDEX</p>	<p>La CGA à Saint-Etienne Groupe CGA-42 C/O CES, BP 233 66002 PERPIGNAN CEDEX e-mail: groupe-loire@c-g-a.org</p>

Ce journal aborde des thèmes qui vous intéressent! Vous souhaitez soutenir la Coordination des Groupes Anarchistes! Faites-nous le savoir en demandant 3 N° gratuits, ou en vous abonnant à 6 N° pour un an, au prix de 8 Euros. Remplir le formulaire ci-dessous et l'envoyer au secrétariat. Si une version informatique vous convient mieux, téléchargez-la sur notre site Internet.

Nom:	<i>Souhaite recevoir 3 N° Infos & Analyses libertaires gratuits (Envoyer un courrier avec 3 enveloppes format A4 comportant votre adresse et timbrées à 0,64€).</i>
Prénom:	
Adresse:	<i>Souhaite s'abonner pour un an. Joindre un chèque de 8 Euros (Abonnement de soutien: 15 Euros)</i>
Code postal:	
Ville:	